

## CONGRÈS

• La **Trade Expansion Act** de 1992, introduite par le président du Ways and Means Committee, M. Rostenkowski, contient des dispositions visant à étendre les pouvoirs prévus par l'article "Super 301", des dispositions relatives à des accords d'autolimitation dans l'industrie automobile, une enquête au titre de la section 301 sur le riz et les pièces d'automobiles visant le Japon, des modifications aux lois commerciales américaines sur le détournement des ordonnances instituant un droit antidumping et, enfin, des dispositions sur la modernisation des douanes. Il se peut qu'un projet de loi commercial analogue soit présenté au Sénat. Le gouvernement américain s'y oppose, mais il est encore trop tôt pour en évaluer les chances d'adoption.

• Le 17 mai, la Chambre a adopté sa législation globale sur l'énergie. Le gouvernement s'oppose à certaines de ses dispositions, dont celle prévoyant l'interdiction partielle du forage en mer et l'établissement de normes fédérales sur les programmes de prorationing du gaz des États. La législation pourrait être présentée au

Comité des finances du Sénat, puis à l'ensemble du Sénat pour revoir les dispositions fiscales avant de la soumettre à une conférence de conciliation Chambre-Sénat en juin. L'ambassade continuera à chercher une solution aux préoccupations canadiennes sur les dispositions de la loi adoptée par la Sénat sur l'uranium et les combustibles alternatifs.

• Le Comité de l'environnement du Sénat a étudié le projet de loi visant à réautoriser la RCRA, **Resource Conservation and Recovery Act** (loi sur la conservation et la récupération des ressources). Ce projet de loi encouragerait la prévention de la pollution, le recyclage et l'utilisation de matières recyclées dans la fabrication de produits, et permettrait aux États d'être davantage maîtres de la quantité de déchets extérieurs qu'ils acceptent de détruire. Il doit maintenant être débattu et voté par l'ensemble du Sénat, mais vu sa nature controversée, il est difficile de savoir quand cela se fera. Un projet de loi analogue a été présenté en Chambre, et la prochaine étape en sera l'examen par l'ensemble du Comité de l'énergie et du commerce. L'adoption de la réautorisation de la RCRA est peu probable pour cette année.

---

### Pour de plus amples renseignements...

Voici une liste des agents de l'Ambassade qui suivent de près les événements décrits dans le présent document. Le numéro de téléphone principal de l'Ambassade est le (202) 682-1740

#### **ALE et politique commerciale**

William Dymond, Ministre-conseiller, poste 7334

#### **Politique économique**

Ted Hobson, Ministre-conseiller, poste 7427

#### **Développement commercial**

David Ryan, Ministre-conseiller, poste 7742

#### **Congrès**

Michael Leir, Conseiller, poste 7344

#### **Énergie**

Guy Saint-Jacques ou  
Margaret Martin, Conseillers,  
postes 7741 ou 7506

#### **Environnement**

Ann Cronin-Cossette,  
Premier secrétaire,  
poste 7411